

L'industrie manufacturière au Ghana et la CEDEAO sacrifiées pour l'aide promise par l'Europe

Après plus d'une décennie de résistance aux revendications odieuses de l'Union Européenne dans le cadre des négociations des Accords de Partenariat Economique (APE), la semaine dernière, la CEDEAO a soudainement fait volte face et a accordé des concessions graves et incompréhensibles à l'UE. La Commission de la CEDEAO a également adopté un processus accéléré, y compris une réunion des négociateurs en chef convenue à la hâte qui aura lieu le 6 février. Pour la première fois, le processus des APE va désormais exclure les experts techniques, la société civile et le secteur privé de la région en vue d'accélérer la finalisation et la signature de l'accord en l'espace de quelques jours.

Concernant la substance des négociations, un accès au marché de 75% de libéralisation a été accordé au détriment des fabricants du Ghana et de l'Afrique de l'Ouest en général. Il s'agit de marchandises telles que les produits textiles, les insecticides, le ciment, le savon et les détergents, les câbles et métaux et les produits pharmaceutiques. Ces produits sont au cœur du secteur manufacturier et sont très importants pour tout développement industriel significatif. Cependant, les négociateurs de la CEDEAO ne les considèrent pas comme dignes d'appui et ont donc sacrifié les marchés nationaux et régionaux au profit des marchandises européennes. Cet accord signifie la quasi disparition de l'industrie manufacturière légère ainsi que la perte des milliers d'usines et des centaines de milliers d'emploi et de presque toutes les perspectives d'industrialisation et de transformation des économies de l'Afrique de l'Ouest.

L'accord prévoit également que l'Europe a droit à tout arrangement commercial et économique favorable que la CEDEAO conclut avec les pays ayant une structure économique dont la part de l'industrie manufacturière dépasse 10%. Ce qui fait de l'Europe membre de la CEDEAO et par conséquent met en danger la coopération sud-sud et le régionalisme axé sur le développement en Afrique.

Malheureusement, l'Afrique de l'Ouest a également convenu de renoncer aux recettes tarifaires en échange de l'aide de l'UE. Les recettes sont plus certaines que l'aide. Les recettes fiscales annuelles du Ghana de 300 millions de dollars EU, selon les estimations de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), seront perdues. Les chiffres du gouvernement ghanéen publiés par le Ministère de l'Industrie et du Commerce indiquent que les pertes fiscales nettes s'élèvent à 160 millions de dollars par an, soit un montant plus bas mais assez colossal. Dans l'ensemble, la région va perdre 1,8 milliards de dollars de recettes fiscales à l'importation par an. En échange, l'UE promet 6,5 milliards d'Euros pour toute la région sur une période de cinq ans.

Pis encore, l'APE prévoit aussi que dans un délai de six mois après sa conclusion, les négociations doivent commencer en vue transformer ce régime draconien, qui concerne actuellement le commerce des marchandises, en un traité qui va régir tous les aspects de l'activité économique et la prise des décisions de politique en Afrique de l'Ouest.

Cela implique que l'Europe va désormais co-déterminer et obtenir des gains au niveau des services financiers et des politiques financières dans les domaines tels que la gestion des comptes courants et des comptes de capitaux, tous les autres secteurs des services, la politique relative à la technologie, à la propriété intellectuelle, y compris les connaissances traditionnelles et les ressources génétiques, la protection et l'usage des données personnelles ; la concurrence et les marchés publics. C'est vraiment une atteinte à la souveraineté nationale.

Il est regrettable que les autorités ouest africaines aient contribué directement ou indirectement à cette situation. Dans le cas du Ghana, son APE intérimaire paraphé en 2007 a servi de source de pression constante pour le reste de la région. Le Ghana n'a pas fait preuve de conviction et de vision stratégique car le pays a échoué de démanteler l'arme que son APEI a fourni à l'UE. Ayant rejoint trop tard le processus régional déjà affaibli et miné, il semble avoir manqué de leadership dans la satisfaction des besoins de développement à long terme de ses populations.

Il incombe donc au gouvernement ghanéen de sauvegarder les intérêts de ses populations.

A la lumière de ce qui précède, nous les OSC au Ghana dénonçons les processus de l'APE qui exclut le secteur privé, les OSC et même les experts. Nous dénonçons également le contenu de cet accord qui va supprimer les emplois dans le secteur manufacturier et priver nos pays des recettes nationales et de leur souveraineté.

Nous invitons donc le Gouvernement du Ghana à s'abstenir de signer et de ratifier cet accord dans l'immédiat. Comme l'ont souligné à plusieurs reprises les experts du développement, il y a des alternatives de développement en dehors de l'APE.

Nous demandons également aux citoyens aux groupes au Ghana d'exiger que le Gouvernement évite de mener le pays sur cette voie de ruine économique permanente.

Emis par *ECONOMIC JUSTICE NETWORK (EJN), GHANA*

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter : Naa Sekyere (Trades Union Congress, Ghana) au no. 0208383818; Edward Kareweh (GAWU) 0244529484; Sylvester Bagooro (TWN-Africa) au 0269613132 et Ibrahim Akalbila (GTLC) au 0244537409.

Ou le courriel suivant: politiceconomy@twnafrica.org

